

Questions orales

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Le ministre s'est vanté hier du fait que les banques d'alimentation ne seraient pas taxées. Le ministre est-il prêt à s'engager aujourd'hui à ce que le prochain Budget annonce de nouveaux programmes concrets qui vont aider toutes les banques d'alimentation à fermer boutique, et non pas les fermes familiales?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'estime que nous progressons plutôt bien, comme en témoignent les chiffres. Il reste évidemment du chemin à faire. Le crédit pour TPS est l'un des moyens que nous avons trouvés. Nous avons en outre supprimé du rôle quelque 850 000 contribuables à faible revenu lors de la réforme fiscale de 1988. Voilà deux mesures importantes liées à l'impôt sur le revenu et à la taxe de vente qui servent directement à venir en aide aux personnes dont parle M^{me} McLaughlin; elle conviendra sûrement de cela. J'espère qu'elle ne manquera pas de porter ces preuves concrètes de progrès à l'attention des gens à qui elle parlera demain, à Toronto.

* * *

LES PÊCHES

M. Francis G. LeBlanc (Cap Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les gens de Canso ont l'impression d'avoir été humiliés et trahis par le gouvernement depuis qu'ils ont pris connaissance des détails du présumé plan de sauvetage de l'usine de transformation de poisson de Canso, ce plan qu'on leur a fait miroiter lorsqu'on leur a présenté avec tambours et trompettes vendredi. Ce qui les irrite le plus, c'est la perspective de voir leur port de chalutiers ne pas rouvrir et leur flotte partir ailleurs. Le 13 décembre dernier, le premier ministre a promis à la Chambre d'étudier la possibilité d'exiger qu'une entreprise qui ferme une conserverie de poisson garde les chalutiers attachés à cette usine, sans quoi il lui serait interdit de pêcher.

Le premier ministre a-t-il étudié cette proposition? Enjoindra-t-il maintenant le ministre des Pêches et des Océans d'appliquer cette exigence à l'égard de Canso afin que puissent rester les chalutiers dont c'est le port d'attache?

• (1510)

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, la réaction de mon collègue d'en face me déçoit un peu. La ville de Canso, qui fait partie de sa circonscription, n'était la semaine dernière

qu'une ville sans espoir parce que son usine de transformation de poisson était sur le point de fermer. Aujourd'hui, on sait que l'usine continuera d'être exploitée, grâce à la décision de la National Sea, de réviser son plan opérationnel ce qui donne de l'emploi à au moins 300 personnes et permet quelque espoir pour l'avenir. Je m'explique mal l'attitude de mon collègue d'en face.

M. Francis G. LeBlanc (Cap Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, le ministre devrait dire cela aux habitants de Canso.

[Français]

Ma question supplémentaire s'adresse encore au premier ministre. Il sait que le poisson affecté aux grandes compagnies sous le Programme d'allocations aux entreprises appartient toujours aux Canadiens et non pas aux compagnies elles-mêmes. Le ministre des Pêches et des Océans possède le droit législatif d'attacher des conditions à ces affectations. Le premier ministre va-t-il enfin prendre ses responsabilités en main et ordonner à son ministre des Pêches et des Océans d'assurer que les chalutiers de Canso continuent à utiliser ce port?

[Traduction]

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, si je comprends bien, ce que mon collègue demande au premier ministre et au gouvernement, c'est d'envisager l'industrie de la pêche tout à fait différemment, c'est-à-dire d'accorder des contingents aux ports. C'est une question qui pourrait être étudiée, mais il sait bien que ce n'est pas la façon de faire dans l'industrie de la pêche au Canada.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune du Comité du Règlement de Terre-Neuve et du Labrador, conduit par son président, M. Jim Walsh, député de l'assemblée législative.

* * *

LES PÊCHES

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question porte sur la National Sea Products et elle s'adresse au premier ministre. Les représentants de la société sont à St. John's aujourd'hui pour offrir ce que tout le monde, y compris le premier ministre de la province, le chef de l'opposition et surtout les travailleurs de l'usine, considère comme un marché de dupes et un habile stratagème. La colère des travailleurs de l'usine de St. John's est symptomatique de la colère et de la crainte croissantes que les Canadiens de l'Atlantique ressentent lorsqu'ils pensent à leur avenir.